

et demeure sensible à la volonté des Canadiens. De la sorte, il accomplirait bien davantage.

En ce qui concerne la propriété étrangère, chacun fait face à un dilemme. Les membres de mon parti se trouvent dans un dilemme. Je ne prétends pas du tout qu'il y ait complet accord des membres de mon parti sur la façon dont nous devrions agir, et jusqu'à quel point. Il y a des divergences. Mais ils sont du moins d'accord sur une chose. L'autre côté de la Chambre ne tourne plus en ridicule l'aile waffle de notre parti ni les dispositions que nous prenons à cet égard. Nous sommes tout à fait d'accord sur un point. Nous sommes tous déterminés à ce que le Canada reste indépendant. Bien que, dans mon parti, nous ne soyons pas tous d'accord sur les méthodes à adopter—ce qui donne lieu à des débats continuels—contrairement aux autres partis, nous sommes absolument déterminés à faire quelque chose en matière de propriété étrangère et d'indépendance canadienne. Je ne peux en dire autant des libéraux et des conservateurs.

• (1600)

Bien des libéraux se trouvent dans un dilemme tragique. A la Chambre, nous en arrivons à nous connaître tous, quel que soit le parti auquel nous appartenions, et à ressentir un certain respect mutuel malgré nos divergences politiques. Il est tragique de voir la position où se trouvent les bons libéraux, ceux qui désirent être des nationalistes canadiens. Ils veulent demeurer au sein du parti libéral. Ils pensent ainsi pouvoir exercer des pressions de l'intérieur, modifier l'orientation de leur parti en matière de propriété étrangère, et aider les nationalistes canadiens. Mais le fait est que tous ces libéraux bien intentionnés ont échoué.

Je ne parlerai pas de mes amis conservateurs. Lorsqu'il s'agit de propriété étrangère, leurs divergences d'opinions sont si profondes qu'il n'en ressort rien qui vaille d'être commenté.

**L'hon. M. Dinsdale:** Occupez-vous de vos propres divergences.

**M. Saltsman:** Je les ai exposées franchement. Le parti conservateur devrait se montrer franc à l'égard de ses propres divergences.

Je pense à mes amis du Comité pour un Canada indépendant, qui nous a expédié à tous un télégramme nous demandant d'appuyer l'indépendance canadienne et de prendre une position ferme au sujet de la mainmise étrangère. Je pense à leurs tentatives désespérées de justifier leur affiliation politique, du moins pour ceux qui n'appartiennent pas au NPD, et de la concilier avec leur sens de l'indépendance canadienne et avec leurs inquiétudes pour l'avenir. Je pense à des candidats comme Mel Hertig et autres gens bien, qui essaient de se conformer à la ligne du parti et disent: «Nous pouvons y réussir au sein du parti libéral.» Mais le peuvent-ils? Je ne le crois pas. Je pense là encore à des journaux comme le *Star* de Toronto. Personne ne peut prétendre que ce quotidien n'a pas défendu avec acharnement la cause de l'indépendance canadienne. Et pourtant, il appuie toujours le parti libéral.

Lorsqu'il est question des succès du parti libéral, ce dernier passe outre aux nationalistes canadiens. D'autres questions revêtent pour lui plus d'importance. Tout son prestige et tous les meilleurs éditoriaux qu'il peut s'assurer réclament après cela de voter libéral.

Je me rappelle également mon ami Eddie Goodman, ancien président du parti conservateur, essayant de faire la même chose dans le contexte du Comité pour un Canada indépendant. La loyauté de ces gens-là envers leur parti est si grande—je ne les en blâme pas puisque je suis profondément loyal envers le mien—qu'ils se trouvent devant un dilemme: concilier l'indépendance qu'ils souhaitent pour le Canada avec une loyauté indéfectible envers leur parti. Ces gens attendent toujours qu'une évolution se produise au sein du parti. Les personnes que j'ai mentionnées ont apparemment toutes déclaré n'être pas disposées à changer de couleur politique, mais qu'elles s'activeraient à l'intérieur même de leur parti. Mais peuvent-elles provoquer et mener à bien cette évolution? Je ne le crois pas.

Pour les libéraux, la raison en est qu'ils sont figés par leur idéologie surannée de la libre entreprise. S'ils ne veulent pas intervenir dans l'économie, la cause de l'indépendance canadienne est sans espoir.

J'ai été bien intéressé par les propos du député de Duvernay au sujet des autres mesures qu'il y a lieu de prendre—c'est-à-dire le besoin de rattacher entre elles les politiques fiscale et monétaire et d'établir une sorte de stratégie industrielle, si l'on veut s'attaquer à la mainmise étrangère. Je suis d'accord avec ces déclarations, car si la propriété étrangère est un problème, ce n'est pas le seul que connaisse la gestion de l'économie. Si l'on ne considère pas le problème global des investissements étrangers par rapport à ce que nous souhaitons, en tant que nation, par rapport à nos objectifs sur le plan social, au genre de société que nous voulons, à la façon dont nous allons considérer toutes les industries et non seulement l'industrie étrangère, aux aspects sur lesquels nous allons insister et nous concentrer, à la façon dont nous coordonnerons nos politiques monétaires et fiscales en vue de ces objectifs, si donc, nous ne les replaçons pas dans tout ce contexte, nous ne pouvons nous attaquer aux investissements étrangers.

Nous ne pouvons adopter une loi adéquate sur la mainmise étrangère. Sur quoi comptez-vous la faire porter? A-t-on l'intention d'adopter une loi visant à limiter la propriété? Comment intégrer cela à vos projets? Quelle industrie désignerez-vous comme non souhaitable ou comme souhaitable? Où cela se place-t-il dans vos plans? Lorsqu'on n'a aucun plan, on n'a aucune donnée de base. Il est impossible de prendre des décisions de ce genre. C'est l'une des raisons pour lesquelles je continue, comme beaucoup d'autres, à appuyer ce parti. Nous nous rendons au moins compte que, sans un certain niveau de planification dans notre société, nous ne pouvons rien faire vis-à-vis des investissements étrangers. C'est là le point critique de l'ensemble du débat sur la question. Si les nationalistes ne sont pas disposés à adopter cette position, leur nationalisme sera appelé à disparaître. Ils ne réussiront pas. Voilà le dilemme.